



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 78 - 5 novembre 1979 PRIX : 1 F

L'IMPERIALISME  
FRANÇAIS  
GENDARME DE  
L'AFRIQUE



sommaire  
au verso

## sommaire

page 3 :

- CENTRAFRIQUE : BOKASSA PARTI ... SES METHODES RESTENT

page 4 :

- COTE D'IVOIRE : PROBLEME DE SUCCESSION D'UN VALET

page 5 :

- BOKASSA-HOUPHOUET, FAITS POUR S'ENTENDRE
- SEKOU TOURE-SENGHOR : TOUT VA TRES BIEN ENTRE FRERES

page 6 :

- LA CONFERENCE DE LONDRES SUR LE ZIMBABWE : LA SOLUTION SE TROUVE SUR LE TERRAIN

page 7/8/9 :

- ANTILLES : VAGUES DE PROTESTATIONS A L'ARRIVEE DE PAUL DIJOU
- IL Y A 25 ANS DEBUTAIT LA GUERRE POUR L'INDEPENDANCE DE L'ALGERIE

\* \* \* \*

## éditorial

### L'IMPERIALISME FRANCAIS, GENDARME DE L'AFRIQUE

Avec l'accord du gouvernement mauritanien, des troupes françaises stationneront désormais à Nouadhibou.

Ainsi donc l'impérialisme français s'affirme ouvertement, soldats à l'appui, être le principal gardien de l'ordre dans un pays où l'exploitation des mines de fer de Zouérate intéresse quelques grands trusts français.

La guerre d'occupation contre le Sahara Occidental menée par le régime mauritanien avait déjà perturbé l'exploitation de Zouérate et l'acheminement du minerai. Il faut croire que, malgré la retraite de la Mauritanie de cette guerre, l'impérialisme n'est pas rassuré quant à la pérennité de l'ordre. Qu'appréhende-t'il le plus ? Une explosion de mécontentement de la part d'une population mauritanienne qui continue à payer le prix d'une guerre voulue par ses seuls dirigeants ? Des affrontements entre les populations arabes et les populations noires ? Ou simplement l'instabilité politique illustrée par la valse incessante des dirigeants militaires à la tête du pays ?

Ce qui est sûr, c'est que ses troupes sont là pour servir, et pour servir avant tout contre la population mauritanienne.

Par la même occasion cette décision de l'impérialisme français est aussi un geste politique pour rassurer son valet Haïdallah. Car depuis la signature de paix avec le Front Polisario et le rétablissement des relations diplomatiques avec l'Algérie, la tension n'arrête pas de monter entre Rabat et Nouakchott.

La monarchie hachémite a toujours rêvé de réaliser le "Grand Maroc" allant de Tindouf au fleuve Sénégal, c'est à dire en annexant purement et simplement la Mauritanie au territoire chérifien.

Les autorités mauritaniennes savent bien qu'en cas de conflit avec leur voisin le Maroc, plus puissant, elles ne pourront ni militairement, ni économiquement, faire face à une telle situation.

Alors, elles se réfugient sous les bras protecteurs de l'impérialisme français.

Oh, ce n'est pas que la France ne reconnaisse pas par ailleurs en Hassan II un fidèle serviteur. Mais plus qu'au roi du Maroc, elle tient à la politique de diviser pour régner.

L'impérialisme français avait au moment de l'indépendance, artificiellement créé l'Etat mauritanien. Il ne tient justement pas à un Etat unifié, de Tanger au fleuve Sénégal, fut-ce sous la houlette d'un serviteur aussi fidèle que Hassan II.

## abonnements

FRANCE : 1 an

ordinaire : 12 F

sous pli fermé : 36 F

AUTRES PAYS :

écrire au journal

Adresser toute correspondance à : Combat Ouvrier BP 145  
75 023 Paris Cedex

En spécifiant : "pour le PAT"

Depuis l'indépendance, il continue à intervenir dans ses anciennes colonies. D'abord au Gabon en 1964 pour réinstaller Léon M'Ba au pouvoir après un putsch militaire, ensuite au Tchad en 1968 et 1978 pour soutenir Tombalbaye, puis Malloum. En juin 1978 il a volé au secours d'un des dictateurs les plus corrompus de l'Afrique, le général Mobutu; et plus récemment, il est intervenu en Centrafrique pour déplacer un de ses pions devenu gênant, Bokassa, pour remettre un vieux pion, Dacko.

Toutes ces actions de l'impérialisme français montrent bien que malgré l'indépendance formelle de ces pays, la France reste le gendarme le plus absolu de l'Afrique.

= - - - - = - - - - =

## CENTRAFRIQUE

BOKASSA PARTI... SES METHODES RESTENT

Le mois dernier en Centrafrique, les enseignants et les étudiants ont organisé une manifestation dans les rues de Bangui. Ils réclamaient entre autres l'extradition de Bokassa et la reconvoction de la "table ronde" entre Dacko et les divers opposants pour aborder "la constitution d'un gouvernement d'union nationale". Une première réunion avait déjà eu lieu sur ce problème. Mais très vite, le dictateur remis en selle par l'impérialisme a arrêté toute rencontre avec ses opposants.

"Il n'y a pas de dialogue possible avec l'opposition, il n'y en aura pas avant deux ans" a-t-il déclaré à ses collègues d'hier devenus aujourd'hui opposants.

C'est à la suite de cette annulation que les manifestations ont éclaté. L'armée est intervenue pour disperser les manifestants, et des affrontements violents ont eu lieu, faisant des blessés dans les rangs des militaires.

S'adressant aux manifestants, Dacko a notamment déclaré : "Vous êtes armés, nous aussi; vous voulez la bagarre, vous l'aurez". Il a même menacé de suspendre la paie des fonctionnaires grévistes. Aux dernières nouvelles, Patassé qui fait figure de principal opposant aurait été arrêté.

Ce ne sont pas des raisons politiques qui opposent Dacko à Patassé. Tous les deux ont été ensemble à la mangeoire sous Bokassa. Mais pour le moment Dacko préfère garder cette mangeoire pour lui tout seul. Et il peut le faire avec d'autant plus d'arrogance qu'il est l'homme de l'impérialisme français qui lui envoie ses parachutistes pour réprimer les mécontents.

Mais cette arrogance ne durera que le temps que lui accordera l'impérialisme. Dès que ce valet sera usé, ses maîtres le jetteront comme ils ont jeté son cousin Bokassa lorsque celui-ci malgré la dictature, n'arrivait plus à maintenir la stabilité et par conséquent entravait la bonne marche du système capitaliste.

# COTE D'IVOIRE

## problème de succession d'un valet

"Je suis en bon état pour le service". C'est par ces mots que Houphouët Boigny a annoncé son retour en Côte d'Ivoire à la fin de septembre dernier, après trois mois d'absence. Dès sa descente d'avion, Houphouët a commencé par dénoncer les "pêcheurs en eaux troubles" et les "prophètes de malheurs".

Houphouët avait en effet passé trois mois de vacances en Europe, en Suisse en particulier où il possède une propriété privée. Pendant cette absence, les bruits les plus divers avaient courru sur son compte. Certains annonçaient même sa mort. D'autres disaient qu'il était atteint d'une grave maladie.

Dès son retour donc, Houphouët a éprouvé le besoin de montrer à tous qu'il était bien vivant, et toujours prêt à continuer sa dictature. C'est ainsi que le lendemain de son arrivée, il assistait à la demi-finale de la coupe de Côte d'Ivoire. Pour l'occasion, l'entrée au stade était gratuite pour toute la population de la capitale. Depuis, il n'a cessé de multiplier les apparitions publiques.

Mais toute cette agitation ne suffit pas à calmer les esprits. Les bruits les plus divers continuent dans la capitale ivoirienne autour de sa succession à la tête de l'Etat. En fin de compte c'est bien de cela qu'il s'agit: Houphouët usé, ne serait plus en mesure de gouverner. Une succession qui pose d'autant plus de problèmes que la Côte d'Ivoire est un des pays d'Afrique Noire où la France possède le plus d'intérêts. C'est un des pays dans lequel les hommes d'affaires français ont le plus investi.

Ce pays a jusqu'ici bénéficié d'une relative stabilité du fait de la personnalité de Houphouët, qui jouit d'un certain prestige auprès des populations paysannes qui voient toujours en lui celui qui a lutté pour l'indépendance.

Cette confiance auprès de ces populations lui a permis d'asseoir sa dictature; et comme tout dictateur Houphouët s'est accaparé tous les postes clés de son gouvernement. N'ayant jamais voulu partager la moindre parcelle du pouvoir, il se retrouve aujourd'hui avec un problème de successeur à désigner.

Ce problème qui ne se pose que dans la haute sphère de l'Etat ne cache pas le malaise profond qui règne dans le pays depuis quelque temps.

Le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter, surtout parmi les jeunes. La crise du logement, celle des transports urbains, l'augmentation des prix sur le marché et le manque de places dans les écoles sont parmi les motifs d'un mécontentement croissant de la population.

Autres faits significatifs de ce malaise, les contrôles policiers dans les rues sont de plus en plus fréquents, surtout dans certains quartiers tel que Cocody (quartier résidentiel). Les effectifs de l'armée française basée en Côte d'Ivoire sont passés de 4000 hommes à 7000. Cette armée est dotée d'un armement des plus modernes.

Ce renforcement de l'appareil répressif peut bien être le signe que le gouvernement français prend ses dispositions pour que cette succession, si elle a lieu, se fasse dans le calme.

Cette succession se fera t-elle par un changement violent ou dans le calme, personne ne peut le dire en ce moment. Mais une chose est sûre : que les politiciens bourgeois, candidats à la succession arrivent à trouver ou non une solution, les masses ivoiriennes elles, ne peuvent rien attendre de ce changement au sommet.

Elles peuvent en décider autrement. Faire en sorte que les exploités aient leur mot à dire sur tout ce qui se décide dans le pays. Le seul moyen réside dans l'organisation autonome de tous les exploités ivoiriens pour refuser la dictature qui, avec Houphouët ou sans, lui va continuer à peser sur eux.

\* \* \* \* \*

### BOKASSA HOUPHOUËT : FAITS POUR S'ENTENDRE

En octobre dernier les étudiants ont manifesté devant la résidence de Bokassa située dans le quartier chic d'Abidjan, Cocody.

Les manifestants entendaient protester contre l'asile politique accordé par le gouvernement ivoirien à un pitre sanglant de l'espèce de Bokassa.

C'est une bonne chose que les étudiants n'aient pas envie de cotoyer le bourreau d'écoliers centrafricains. Mais ce n'est pas le cas de Houphouët Boigny qui s'accommode fort bien de la présence de l'ex-empereur déchu; il n'est pas du tout gêné de manger sur la même table que Bokassa. Entre eux deux la différence est bien mince. Bokassa est aujourd'hui déconsidéré à cause de ses scandales contrairement à Houphouët.

Mais tous sont d'accord sur l'essentiel : Bokassa avait servi les intérêts de l'impérialisme français en Centrafrique; Houphouët continue à le faire en Côte d'Ivoire. Ils sont faits pour s'entendre !

\* \* \* \* \*

## SEKOU TOURE-SENGHOR tout va bien entre frères

Commencées à Monrovia en mars 1978, les retrouvailles de Sékou Touré avec les dictateurs voisins continuent. Cette fois-ci c'était le tour de Senghor d'être visité (24 octobre).

"Sur le plan idéologique a t-il dit à Senghor, nous avons fait les mêmes options, vous l'avez rappelé magnifiquement tout à l'heure. Sur le plan des principes politiques, des méthodes d'action, nos partis ont fait les mêmes choix. Sur le plan des institutions, leurs bases sont également identiques."

Les hommes comme Senghor ou Houphouët que Sékou traitait de "valets de l'impérialisme" sont maintenant appelés "frères". Personne n'a réellement changé. Les uns comme les autres sont depuis toujours des dictateurs au service des exploités; Sékou était seulement plus turbulent que Senghor.

Mais même cette ancienne image de lui-même gêne Sékou. Aujourd'hui il met les bouchées doubles pour faire oublier ses turlupinades, pour retrouver la confiance de l'impérialisme français après avoir cherché celle des Etats Unis. Il a promi à Senghor que "leurs problèmes ne seront plus exposés sur la place publique ni dans les colonnes d'un journal".

A la bonne heure ! Mais les assurances de Sékou ne font plus sensations. Il en a déjà tellement faites. Aujourd'hui il n'est ni plus ni moins qu'un dictateur bien rangé comme ses voisins qu'il visite ou qu'il visitera.

CONFERENCE DE LONDRES SUR LE

ZIMBABWE

## la solution se trouve sur le terrain

La conférence de Londres sur le Zimbabwe, après huit semaines de délibération n'a toujours pas abouti à un accord. Elle réunit sous la présidence de Lord Carrington (représentant de l'Angleterre), les représentants du gouvernement raciste de Rhodésie (Muzorewa et Smith), ceux du Front Patriotique (Mugabé et Nkomo) et ceux des pays voisins (Zambie, Tanzanie, Mozambique, Angola et Botswana) en tant qu'observateurs.

Malgré toute la publicité qui a été faite autour de cette conférence, on sait très peu de choses sur le contenu et rien n'indique qu'un accord soit en vue. D'ailleurs ce n'est pas la première fois qu'une telle conférence se tient. Celles de Victoria Fall en 1975, de Genève en 1976 et de New York en 1977 sont toutes allées aux oubliettes.

Mais l'impérialisme a rassemblé à nouveau les différentes parties autour du tapis vert parce que sur le terrain les aménagements de Smith qui s'est donné un premier ministre et des parlementaires noirs n'ont rien résolu. Et la guérilla continue.

Les trois parties en présence ont des préoccupations différentes. Comme les autres régimes africains, celui de Ian Smith est là pour permettre aux capitalistes d'exploiter la majorité de la population. Il est là aussi pour défendre les privilèges des blancs. C'est cela que Smith s'efforce de perpétuer. Mais c'est depuis des années qu'il a du mal à l'imposer à la population noire. Smith a tout essayé en vain : la répression barbare, le recul en acceptant Muzorewa etc . . .

Actuellement le Front Patriotique représente, en un certain sens, les aspirations des noirs contre le régime Muzorewa-Smith. Mais il a des objectifs bien précis : diriger le pays dans le cadre d'un Etat indépendant, sans les privilèges particuliers dont bénéficient les blancs du fait de la couleur de leur peau.

Les dirigeants du Front, comme Mugabé ou Nkomo ne combattent pas l'impérialisme. Ils se battent pour être reconnus par lui à la place de Smith, tout comme l'impérialisme reconnaît Senghor au Sénégal ou Traoré au Mali.

Aussi irréductibles que paraissent les positions de Smith et du Front Patriotique, ceux-ci peuvent se mettre d'accord pour un gouvernement comme ce fut le cas avec Muzorewa. Mais même dans ce cas, cela ne règlera pas les problèmes tant que la population noire refusera la ségrégation et que les forces militaires s'équilibreront.

Jusqu'à maintenant l'impérialisme s'est trouvé très bien représenté par Smith dans la défense de ses intérêts. Ils lui a laissé les mains libres politiquement. .../...

Cela ne le gênait pas que la population blanche prélevât des privilèges au passage.

Mais ce régime étant de moins en moins apte à maintenir l'ordre, les dirigeants de l'impérialisme sont ouverts à la proposition du Front Patriotique. Ouverts, mais pas pressés car ce ne sont pas eux qui en souffrent et surtout car ils savent que dans une solution comme dans l'autre ils ne sont pas perdants.

L'impérialisme sait que Smith ne peut plus l'emporter militairement. Alors pour préserver ses intérêts à long terme il essaye de trouver une solution politique.

L'avenir dira à quoi cela aboutira. Mais il est certain que toute solution de compromis sera provisoire.

L'avenir ne se décide que très partiellement à Londres. Car les matières explosives qui ont conduit à la conférence demeurent.

\* \* \* \* \*

## ANTILLES

### VAGUE DE PROTESTATIONS A L'ARRIVEE DE DIJOU

Paul Dijoud vient de faire sa tournée politique dans les dernières colonies françaises, en Martinique et en Guadeloupe.

Eh bien cette fois-ci il n'a pas eul'accueil qu'il espérait avoir. Même les notables locaux de l'UDF ont voulu montrer leur mécontentement.

De la part de la population c'est par une vague de protestations, de manifestations et de grèves que Dijoud a été accueilli. En particulier en Martinique où depuis le début d'octobre les fonctionnaires étaient en grève pour protester contre les projets de diminution des primes de vie chère.

A l'annonce de l'arrivée de Dijoud, ce sont six à huit mille personnes, pour la majorité des fonctionnaires, qui sont descendus dans les rues de Fort de France pour protester. Le 16 octobre ce sont des ouvriers de la banane, du bâtiment et de la métallurgie qui ont manifesté.

Ainsi dans le reste de l'empire colonial français, les ouvriers, les petits employés ont bien marqué le coup en montrant qu'ils ne marchent pas à la démagogie de Dijoud.

il y a 25 ans

ALGÉRIE débutait la guerre pour l'indépendance

Le 1<sup>er</sup> novembre 1954 est une date importante dans le mouvement de lutte pour l'indépendance de l'Algérie. Cette date marque le déclenchement de la lutte armée.

C'est dans la nuit du 31 octobre au 1 novembre 1954 qu'éclata simultanément une insurrection dans cinq régions d'Algérie : les Aurés, l'Algérois, l'Oranie, le Nord Constantinois et la Kabylie.

Cette insurrection a été organisée clandestinement par les dirigeants nationalistes du FLN ( créé le 23 octobre 1954 ) et qui comptait alors pas plus de mille militants.

Très vite l'ensemble du peuple se sentit concerné par la lutte car celle-ci correspondait à leurs aspirations pour en finir avec l'oppression coloniale.

Cette oppression durait déjà depuis plus de 120 ans. L'Algérie a été transformée en trois départements français et son peuple en " indigènes ".

Durant ces années de colonialisme, les meilleures terres ont été accaparées par les colons qui les transformèrent en champs de vigne et en grands domaines pour les cultures modernes d'exportation.

Ainsi 2,5 millions d'hectares de ces bonnes terres se trouvaient concentrées dans les mains de 26 000 colons. La quasi totalité des paysans algériens qui y travaillaient auparavant ont été refoulés dans les montagnes et le restant a été obligé de se convertir en ouvriers agricoles sous-payés.

Les artisans algériens ont également été ruinés par l'implantation des colons qui prenaient entre leurs mains tous les secteurs vitaux de l'économie algérienne, sans pour autant créer des industries et des emplois. Le nombre des chômeurs algériens atteignait le million en 1954 sur une population de 8 millions d'Habitants. Et ces travailleurs privés d'emploi, les paysans déracinés étaient obligés de quitter leur pays pour émigrer vers la métropole.

L'analphabétisme atteignait 90 % de la population tandis que la langue arabe n'avait pas droit de cité dans les écoles.

Mise à part une minorité de musulmans privilégiés constituée de notables, de féodaux et de chefs religieux qui avaient la possibilité de s'instruire, et possédaient certains droits politiques (droit de vote et d'être candidats aux élections), le lot quotidien de l'ensemble du peuple était la misère l'oppression et l'humiliation.

Telles furent les conséquences de plus d'un siècle de colonisation.

Le mécontentement contre les exactions coloniales se traduisit dans la jeunesse par la création d'organisations pour revendiquer des droits démocratiques, pour dénoncer le service militaire obligatoire, la suppression du "code d'indigénat", la diffusion de l'enseignement et l'augmentation du nombre des représentants à l'assemblée élue. Ce fut le cas en 1912 du Parti des Jeunes Algériens.

En 1924 l'Etoile Nord Africaine, organisation nationaliste radicale est créée par Hadj-el-Kader, membre du Parti Communiste. C'est Messali Hadj qui en 1926 devient le principal dirigeant de l'Etoile.

Cette organisation fut dissoute par le colonialisme en 1929 et Messali Hadj fut emprisonné en 1933 pour avoir fait des meetings anti-colonialistes en Algérie.

En mars 1937 il créa le PPA (Parti du Peuple Algérien) dont la devise était : "Ni assimilation, ni séparation mais émancipation". Le PPA connut un succès dans la jeunesse algérienne et rassembla autour de lui quelques milliers d'adhérents. En réponse à son succès, Messali fut une deuxième fois emprisonné en 1939.

Entre temps en 1938 c'est Ferhat-Abbas qui créa l'UPA (Union Populaire Algérienne) composée essentiellement de notables en contact étroit avec l'association des Oulémas (religieux) et des intellectuels.

Les partisans de Ferhat-Abbas et de Messali se trouvaient réunis en 1944 dans le Parti des "Amis du Manifeste Algérien" qui s'était fixé comme objectif : "... la constitution en Algérie d'une république autonome, fédérée à une république française rénovée, anti-colonialiste et anti-impérialiste".

Le 8 mai 1945 des militants de ce parti manifestent à Sétif avec le drapeau algérien pour réclamer : "Démocratie pour tous. Libérez Messali Hadj". Devant cette manifestation pacifique, le gouvernement français répond par une répression terrible qui dura huit jours et fit 45 000 morts.

A cette époque-là le PCF et la SFIO (ancien nom du PS) participaient avec De Gaulle au gouvernement. Aucun de ces partis de gauche ne dénonça le massacre. Bien au contraire ils attaquaient les nationalistes en les traitant de "provocateurs", de "hitlériens".

Ainsi on pouvait lire dans "l'Humanité" qu'il "faut immédiatement punir comme ils le méritent les tueurs hitlériens ayant participé aux événements de mai et les pseudo-nationalistes qui ont sciemment essayé de tromper les masses musulmanes".

Le colonialisme français après avoir effectué cette boucherie pensait avoir anéanti toute idée d'indépendance parmi les algériens; mais neuf ans plus tard, en 1954, l'insurrection éclatait dans toute l'Algérie et cette fois-ci le peuple était déterminé à continuer sa lutte armée jusqu'à l'indépendance.

Entre 1946 et 1954 d'autres organisations apparurent. Ferhat-Abbas créa l'UDMA (Union Démocratique du Manifest Algérien). Cette organisation de notables composa avec le gouvernement français pour obtenir une plus grande représentation à l'Assemblée, tandis que les nationalistes plus radicaux suivirent le PPA de Messali Hadj qui se transforma en MTLD (Mouvement pour le Triomphe des Libertés démocratiques).

Des querelles entre les "centralistes", partisans d'une action légale et les "messalistes" (partisans de Messali), rendirent cette organisation impuissante et la divisèrent en deux clans.

La création du CRUA (Comité Révolutionnaire pour l'Unité d'Action) par quelques militants du MTLD donna aux partisans de la lutte armée une possibilité d'élargir leur influence parmi les jeunes les plus combattifs. Parmi ces dirigeants il y avait entre autres Mohamed Boudiaf, Ahmed Ben Bella, Aït Ahmed, Rabah Bitat et Krim Bel-Kacem.

Cette organisation fut à l'origine de l' "Insurrection de la Toussaint" en 1954 et c'est elle qui se transforma en FLN.

La lutte armée dura plus de sept ans pour aboutir à l'indépendance de l'Algérie en juillet 1962.

Le FLN canalisa et encadra tous les mécontents dans le seul but d'obtenir un Etat national indépendant. Il y réussit dans cette tâche car plusieurs centaines de milliers d'algériens étaient prêts à sacrifier leur vie pour obtenir l'indépendance.

C'est au prix d'un million de morts que le peuple algérien acquiert cette indépendance. Il démontra à tous les peuples d'Afrique que le colonialisme, malgré la supériorité de son armement n'est pas invincible si l'ensemble du peuple est déterminé à lutter. D'ailleurs si le colonialisme français accorda l'indépendance politique à de nombreuses colonies d'Afrique, c'est de peur que l'exemple algérien ne soit suivi dans les autres pays.

Aujourd'hui, 17 ans après l'indépendance, il existe un Etat algérien comme il en existe d'autres à travers le monde. Le peuple algérien ne vit plus sous le joug colonial, mais ce n'est pas pour autant que la misère et l'oppression ont disparu.

Les travailleurs et les paysans pauvres sont toujours victimes de l'exploitation capitaliste, cette fois-ci au nom de ce nouvel Etat national mis en place sur leur dos.

L'ensemble des opprimés algériens n'a pas le droit de regard sur ce que les dirigeants de cet Etat décident. Une minorité de fonctionnaires et de politiciens s'accrochent à l'Etat pour se procurer des privilèges. Les propriétaires féodaux quant à eux continuent à posséder des terres tandis que les dirigeants demandent aux travailleurs de faire des sacrifices.

Le colonialisme n'existe plus en Algérie mais les exploités algériens ont en face d'eux une dictature qui leur impose le système du parti unique et au syndicat inféodé au régime.

Ceux qui sont aujourd'hui au pouvoir ont profité de la combativité de millions d'opprimés pour des objectifs nationalistes.

Mais cette combativité n'a pas été vaine pour l'ensemble des exploités d'Algérie car elle a montré qu'ils sont capables de combattre pour leur dignité.

Et c'est une expérience d'une grande importance qu'ils pourront capitaliser pour les combats futurs contre leurs propres dictateurs et contre le système capitaliste dans son ensemble.

# CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.